

**Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

**Vu** la délibération n°31 du 10 avril 2017 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol approuvant le PLU du Bourget, mis à jour le 29 décembre 2017, ayant fait l'objet d'une première modification simplifiée le 9 juillet 2018, mis à jour le 2 avril 2019, ayant fait l'objet d'une deuxième modification simplifiée le 7 décembre 2020, mis à jour le 9 juin 2021 et le 28 juillet 2021, ayant fait l'objet d'une troisième modification simplifiée le 13 décembre 2021 ;

**Vu** le courrier en date du 14 décembre 2021 de M. Borsali, Maire de la commune du Bourget, demandant à M. Beschizza, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, d'engager une procédure de modification de droit commun ;

**Vu** la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Terres d'Envol ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'intensifier ponctuellement la constructibilité en zone centrale et de pérenniser le caractère apaisé des zones à dominante pavillonnaire ;

**CONSIDERANT** que l'application du PLU depuis son approbation a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;

**CONSIDERANT** le besoin d'actualiser les annexes du PLU ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'apporter des corrections matérielles notamment afin de prendre en compte les précédentes évolutions du PLU ;

**CONSIDERANT** la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;

**CONSIDERANT** que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme ;

## ARRÊTE

- ARTICLE 1** Il est prescrit une procédure de modification n°1 du PLU de la commune du Bourget.
- ARTICLE 2** Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité PLU, le projet de modification n°1 du PLU a notamment pour objectifs :
- D'adapter à la marge le règlement afin de permettre une transition plus harmonieuse des tissus urbanisés et de préserver les formes urbaines, notamment le tissu pavillonnaire ;
  - De clarifier la règle relative aux étages en attique ;
  - De corriger des erreurs matérielles, notamment liées aux précédentes évolutions du PLU ;
  - D'actualiser les annexes du PLU.
- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire du Bourget ;
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun sera soumis à enquête publique pendant un mois conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement ;
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol ;
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol et en mairie du Bourget pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis :
- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis,
  - A la mairie d'Aulnay-sous-Bois
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **23 JUIN 2022**

Le Président  
  
**Bruno BESCHIZZA**